

AUTEURS



Nordregio

Copenhagen
Economics

CE

OBJECTIF

Ce rapport est centré sur l'état de la compétence économique des différentes régions européennes, quant aux investissements directs étrangers (IDE) pour les investisseurs non-européens. L'objectif de ce rapport est de comprendre les tendances des flux d'IDE vers l'Europe et les facteurs territoriaux qui déterminent leur localisation, afin de développer des recommandations politiques sur mesure pour les différents territoires européens.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

- × Entre 2003 et 2015, les investisseurs non-européens ont réalisé plus de 52 000 projets d'IDE en Europe, correspondant à une valeur totale de 2 600 milliards € ;
- × plus de 28 000 étaient des fusions et acquisitions représentant 71% de la valeur totale. Les nouveaux investissements (greenfield) et les expansions de sociétés existantes (principalement situées dans les régions périphériques) représentent les 29% restants ;
- × en outre, 56% des projets d'IDE étaient dans le secteur des services avec un montant moyen de 44 millions € (principalement dans les régions plus développées, urbaines et les capitales) et 44% dans le secteur de la production (avec un montant moyen de 60 millions €) ;
- × les Etats-Unis sont l'investisseur principal, représentant 58% de tous les projets d'IDE et 55% de la valeur totale ;
- × le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas ont été les destinations principales ; cette dernière étant la plus performante en termes de taille économique ;
- × les régions enregistrant le plus grand afflux d'IDE sont : le Grand Amsterdam (104 milliards €), Camden & City of London (74 milliards €) et Madrid (54 milliards €) ;
- × les principaux moteurs des flux entrants d'IDE sont les concentrations d'IDE déjà présentes et la puissance du cluster de l'industrie (3.34 resp. 1.45). En plus, la densité de population (0.35), l'abondance de main d'oeuvre (0.15), l'enseignement tertiaire (0.12), la taille du marché (0.07) et l'accessibilité (0.04) sont les facteurs déterminants des flux d'IDE.

CONCLUSIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les flux d'IDE sont importants parce qu'ils représentent également :

- × 5% de l'emploi (7,7 millions d'emplois) en Europe ;
- × 7% de l'investissement brut en biens matériels (100 milliards €) ;
- × 11% de la valeur de la production (2 100 milliards €) ;
- × 9% de la valeur ajoutée (675 milliards €) en Europe.

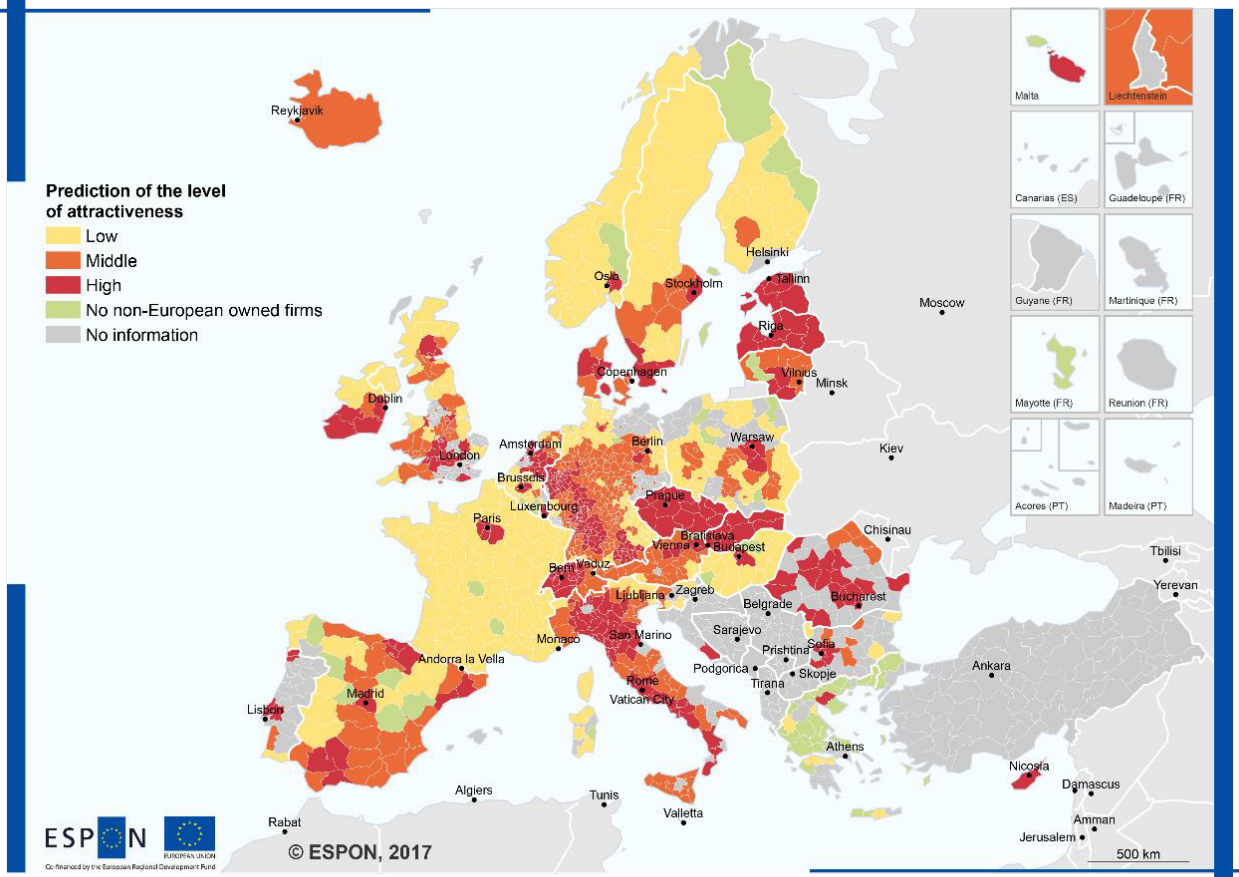
RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Les recommandations de politique générale visant à renforcer les flux d'IDE sont divisées autour des trois niveaux politiques :

- × Européen : Renforcer un marché unique ; assurer la prévisibilité politique, réglementaire et juridique ; intégrer l'Europe dans le monde et stimuler la croissance économique.
- × National : Assurer une collaboration efficace entre les différents niveaux de l'administration publique ; utiliser les incitations financières de manière sélective ; assurer la flexibilité et l'intégration du marché de l'emploi et mettre en oeuvre des politiques de concurrence efficaces.
- × Régional : Assurer une base de compétences compétitive ; construire durablement des clusters solides autour des forces existantes ; investir dans l'accessibilité et stimuler l'internationalisation et valoriser l'image de marque internationale.

CARTE PRINCIPALE

Predicted attractiveness by region in 2015



Regional level: NUTS 3 (2013)
 Source: The World in Europe, global FDI flows towards Europe, 2017
 Origin of data: Copenhagen Economics based on BvD's Zephyr and the Financial Times databases, 2016
 © UMS RIATE for administrative boundaries

- × Pour la Belgique, la carte principale est la carte 5, qui montre qu'en référence aux régions voisines (notamment les Pays-Bas et l'Allemagne de l'Ouest), la Belgique n'est guère attractive pour les flux entrants d'IDE, la Flandre et la Wallonie incluses.
- × La seule exception est la Région de Bruxelles (élargie), avec des possibilités (moyennement attractives) à et autour de Liège (particulièrement en ce qui concerne la fabrication).

DISCUSSION ET RECOMMANDATIONS POUR LA BELGIQUE

- × Les principales raisons de cette position de retard de la Belgique, en référence aux recommandations générales, semblent être principalement le manque de collaboration efficace entre les différentes couches de la gouvernance belge, le manque de construction de clusters forts autour de la position spécifique de Bruxelles en tant que capitale de l'Europe et de clusters solides dans la région, ainsi que le manque d'investissements efficaces en matière d'accessibilité.
- × Puisque la Royaume-Uni a été la destination principale des investissements étrangers non-européens, le Brexit offre de nouveaux défis pour améliorer la position de la Belgique.
- × Il y a un besoin d'une politique nationale plus persistante et ciblée, impliquant les régions de Bruxelles, de Flandre et de Wallonie.